

Ploërmel-Mauron-Questembert. Ce que change la réorganisation des services fiscaux



La trésorerie de Mauron est désormais fermée

Si vous allez ce lundi matin à la trésorerie de Mauron ou Questembert, vous trouverez porte close.

Le 1er janvier est entré en vigueur une partie de la réforme des services fiscaux qui touche directement votre vie quotidienne.

Conséquence sans doute la plus symbolique de cette réforme, les trésoreries de Questembert et Mauron ont définitivement tiré le rideau. Celle de Malestroit suivra l'année prochaine. C'est également à partir de ce 1er janvier que le centre des impôts de Ploërmel perd toutes ses fonctions traditionnellement ouvertes au public.

Sur Ploërmel, il ne reste au centre des impôts qu'un service regroupant la gestion hospitalière Est Morbihan, qui gère le secteur du Groupement Hospitalier de Territoire Brocéliande (Vannes, Ploërmel, Le Palais, Nivillac, Josselin, ...), avec le dernier transfert de cette mission, celui de Vannes, ainsi que le futur Service départemental des impôts fonciers qui centralisera pour le Morbihan, l'ensemble des missions foncières (gestion de la taxe foncière) et cadastrales. Il s'agit de services qui ne sont pas ouverts au public. Particuliers et professionnels devront désormais s'adresser à Vannes ou Pontivy.

A noter toutefois qu'une solution transitoire va maintenir une activité à Ploërmel, puisque les travaux de la maison France Service qui doit ouvrir à Ploërmel ne sont pas terminés. Les Maisons France Service sont destinées à devenir le premier niveau de contact entre les citoyens et le service des impôts -entre autre-. Des permanences -sur rendez-vous- s'y tiendront pour recevoir les particuliers. « Ce sont bien les employés des collectivités publiques qui vont supporter l'essentiel de l'accueil transféré des usagers », dénoncent les organisations syndicales.

L'intersyndicale des finances publiques du Morbihan qui rassemble Solidaires, CFDT, CGT et FO se bat depuis trois ans contre cette réforme qu'elle estime préjudiciable au bon fonctionnement des services publics. Début décembre, les syndicats ont organisé une nouvelle manifestation pour en dénoncer les conséquences néfastes aussi bien pour les usagers que pour les agents ([lire en cliquant ici](#)).

Mais, même si la réorganisation est désormais bien réelle, les syndicats ont promis de se manifester à nouveau convaincu que les faits démontreront le bien-fondé de leurs arguments.